
Pour la Souveraineté Alimentaire au Nord comme au Sud

ONG, agriculteurs, paysans, consommateurs et défenseurs de l'environnement
dialoguent au sein de le **PFSA**

La situation alimentaire et agricole mondiale est paradoxale...

Alors que les agriculteurs sont capables de nourrir l'ensemble de la population mondiale, près de 900 millions de personnes souffrent encore de la faim.

Alors que ce sont principalement les paysans et leurs familles qui produisent de quoi manger, ils forment les deux tiers de ceux qui souffrent de malnutrition.

Comment comprendre que la moitié de l'humanité, qui compte directement sur l'agriculture pour assurer sa survie, endure une situation catastrophique, marquée par le chômage, la pauvreté, l'exode ou la faim ? Comment comprendre que, dix ans après le dernier sommet mondial sur l'alimentation, le nombre de personnes souffrant de la faim continue d'augmenter ?

La pauvreté et la faim ne sont pas une fatalité. Elles sont, dans la majorité des cas, le résultat de choix politiques.

Les politiques actuelles de " libéralisation " mettent les agriculteurs en concurrence. Une concurrence entre agriculteurs, grands et petits, tant au niveau national qu'international, avec comme objectif principal de produire de la nourriture au plus bas prix. Les prix baissent, mais à quel prix? La plupart des pays cherchent à exporter. Les pays en développement cultivent d'abord des produits agricoles destinés à l'exportation et pas pour la consommation locale parce qu'ils doivent rembourser leur dettes extérieures. Les pays du Nord se livrent à une guerre commerciale et cherchent à exporter à un prix toujours plus faibles. Les prix mondiaux sont alors très bas. Ils sont obtenus par des subsides, l'exploitation des travailleurs, l'utilisation de technique industrielle ou la destruction de l'environnement.

Les prix des produits échangés sur les marchés internationaux sont trop bas. Ils ne permettent plus à la majorité des paysans et des agriculteurs de vivre décemment de leur travail. Malheureusement ces prix s'imposent dans chaque pays. Pourquoi ? Parce que l'Organisation Mondiale du Commerce fixe l'objectif d'éliminer progressivement toutes les règles et protections qui limitent le commerce. Dès lors, sans la possibilité de protéger les marchés locaux, les prix internationaux deviennent la norme alors qu'ils ne reflètent pas le coût de production local. Pour faire face à cette concurrence à bas prix, les prix locaux chutent, aggravant la pauvreté et l'exploitation des agriculteurs travaillant sur des terres qui, pour beaucoup, ne leur appartiennent pas. S'en suit alors pauvreté, exode et malnutrition.

La course à la compétitivité agricole ne bénéficie qu'à une minorité. Cette course ne bénéficie pas à la moitié de l'humanité qui travaille la terre, mais bien aux industries transnationales de l'agro-alimentaire, aux grosses exploitations et aux grandes surfaces ! Les consommateurs ne profitent pas non plus de ce modèle agricole parce que les grandes surfaces ne repercutent que peu la baisse de prix agricoles dans les prix de vente. L'agriculture familiale, qui produit prioritairement pour les marchés locaux, et qui est de loin la plus répandue sur terre, s'efface de plus en plus face à une agriculture industrielle qui s'accapare les ressources, comme la terre ou l'eau. Les pays du Sud, qui dépendent de l'exportation de matières premières agricoles, s'appauvrissent et perdent leur capacité de production. Dès lors, des millions d'agriculteurs familiaux de par le monde disparaissent.

Cette logique de concurrence et de dérégulation limite la possibilité pour les Etats d'appliquer des règles assurant une politique agricole durable. Pourtant ces règles pourraient garantir une alimentation suffisante et de qualité, assurer un prix juste aux producteurs, préserver l'environnement et favoriser une production agricole destinée en priorité aux marchés locaux et régionaux. Sur ce dernier point, la plupart des pays en développement sont dans une situation difficile. En effet, ils cultivent d'abord des produits agricoles destinés à l'exportation et non pas à la consommation locale.

L'Europe joue un rôle très important dans l'orientation des politiques agricoles et commerciales. L'Europe veut imposer cette logique de concurrence agricole par des " accords de partenariat économique " avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Mais l'Europe s'impose aussi, à elle même, cette politique. La politique agricole européenne s'est, elle, engagée sur la voie d'une production basée sur la compétition entre agriculteurs, tant du Nord que du Sud. Une logique qui a des effets désastreux sur l'environnement mais aussi sur la survie de nombreux agriculteurs d'ici et d'ailleurs.

Que faire face à ces décisions ? Comment permettre aux agriculteurs de vivre décemment de leur travail ? Comment assurer une nourriture suffisante, adéquate et de qualité pour tous ? Comment maintenir l'emploi rural, l'environnement et la biodiversité ? Ces attentes ne peuvent pas être gérées par le marché. Elles nécessitent des décisions politiques.

Des solutions existent !

Défendre la souveraineté alimentaire, c'est défendre le droit pour les populations de déterminer les politiques agricoles et alimentaires qui leur conviennent, sans que ces décisions soient néfastes pour d'autres populations. Pour assurer cette souveraineté alimentaire, nous demandons que les pouvoirs publics se réapproprient les politiques agricoles, en y associant les agriculteurs, les organisations de défense de l'environnement, les ONG et les organisations de défense des consommateurs.

Nous leurs demandons:

1. D'assurer des prix agricoles qui permettent aux agriculteurs de vivre décemment de leur travail.

Cela passe par le droit d'utiliser les droits de douanes et les quotas pour se protéger des importations à bas prix. Cela passe aussi par le droit pour chaque pays de définir ce qui est produit sur son territoire, et ce qui y rentre. L'OMC n'a, par exemple, pas à imposer à tous les pays d'importer au minimum 5% de chaque produit. Enfin, au niveau international, cela nécessite d'appliquer des politiques décidées entre pays producteurs et pays consommateurs pour stabiliser les prix et les rendre équitables.

2. De garantir l'accès des populations agricoles à la terre, aux semences, aux crédits, à l'eau...

Cela implique notamment des réformes agraires, le refus des brevets sur les semences et la promotion des cultures destinée aux marchés locaux et régionaux plutôt que le modèle du "tout à l'exportation".

4. De permettre aux pays d'imposer des règles qui favorisent une agriculture familiale, destinée en priorité à l'alimentation des populations locales et régionales, et qui préserve l'environnement, la biodiversité et la santé des consommateurs.

5. De soutenir les efforts des agriculteurs et de leurs organisations, qui ont des politiques, des méthodes de production et de commercialisation qui contribuent à répondre aux attentes des populations et respectent l'environnement.

Qui sommes nous?

La Plate-Forme Souveraineté Alimentaire rassemble les organisations agricoles et paysannes, les organisations de solidarité internationale, les organisations d'environnement et les organisations de consommateurs:

ACDA
ACRF
AVES
CAAD Belgique
CAPE
CNCD-11.11.11
Conf. belge des betteraviers
CRIOC
CSA asbl
Entraide et Fraternité
Féd. des Jeunes Agriculteurs
Féd. Wallone de l'Agriculture
FIAN Belgique
Frères des Hommes
FUGEA
Greenpeace
GRESEA
Guide nature
Inter-Environnement Wallonie
Le monde selon les femmes
Les Amis de la Terre
LRBPO
Magasins du Monde-Oxfam
MAP
Miel Maya Honing
Nature et Progrès
Oxfam-Solidarité
Pesticides Action Network
Peuples Solidaires
RCR
Solidarité Socialiste
SOS Faim- Agir avec le Sud
Vétérinaires sans frontières
Volens

Contacte:
tel: +322.250.12.64
www.pfsa.be